

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi n° 254

(PRIVÉ)

Loi concernant Lambda Chi Alpha (McGill)
Housing Corporation

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. JOHN CIACCIA

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 9

Projet de loi n° 254

(PRIVÉ)

Loi concernant Lambda Chi Alpha (McGill) Housing Corporation

ATTENDU que la compagnie Lambda Chi Alpha (McGill) Housing Corporation a été constituée par lettres patentes du 18 juin 1956, sous l'empire de la première partie de la Loi des compagnies;

Que ses fins sont de fournir un local approprié aux membres de la compagnie Lambda Chi Alpha (McGill) Housing Corporation;

Que les buts qu'elle a poursuivis jusqu'à maintenant s'apparentent étroitement à ceux d'une compagnie régie par la troisième partie de la Loi des compagnies et qu'il est opportun qu'elle soit désormais régie par cette troisième partie;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Lambda Chi Alpha (McGill) Housing Corporation, ci-après appelée «la compagnie», est continuée en existence sous le nom de «La Corporation Lambda Chi Alpha (McGill)» et sa version anglaise «The Lambda Chi Alpha (McGill) Corporation», ci-après appelée «la corporation», et est désormais régie par la troisième partie de la Loi des compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 271).

2. Son siège social est situé dans la Ville de Montréal.

3. Elle poursuit les mêmes fins, soit promouvoir l'étude et la recherche chez les étudiants de l'Institution Royale pour l'Avancement des Sciences en leur apportant toute aide nécessaire.

4. Les droits, pouvoirs, obligations et biens de la compagnie passent à la corporation et toutes les procédures qui auraient pu être commencées ou continuées par ou contre la compagnie peuvent être commencées ou continuées par ou contre la corporation.

5. Le montant auquel sont limités les biens immobiliers ou les revenus en provenant, que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500 000.

6. Les administrateurs en fonction de la compagnie sont les administrateurs de la corporation.

7. Les actionnaires de la compagnie sont les premiers membres de la corporation.

8. Les certificats d'actions de la compagnie sont annulés. Les montants versés sur les actions émises constituent la souscription des membres visés à l'article 7, pour l'année en cours.

9. À la dissolution de la corporation, l'excédent des biens après paiement de ses dettes et obligations, est dévolu à l'Institution Royale pour l'Avancement des Sciences ou à toute autre institution charitable, selon la décision des administrateurs.

10. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.